

L'ESSENTIEL

Ramda condamné en appel



ATTENTATS La justice française a confirmé hier la condamnation à 10 ans d'emprisonnement de l'islamiste algérien **Rachid Ramda** pour sa participation aux préparatifs des attentats de 1995 à Paris, soit la peine maximale qui lui avait déjà été infligée en mars, en première instance. Suivant les réquisitions du parquet général, la Cour d'appel a confirmé «en toutes ses dispositions» le jugement de première instance. Arrêté à Londres en 1995, Rachid Ramda a été extradé vers la France en 2005, après dix ans de détention en Grande-Bretagne. Compte tenu du temps déjà passé en prison, la présidente de la Cour d'appel a estimé qu'il n'y avait pas «lieu à maintien en détention». Toutefois, la magistrate a précisé qu'il restait détenu dans d'autres dossiers, qui lui vaudront de comparaître prochainement aux assises pour sa participation effective aux attentats.

AFP

L'Iran préfère l'euro au dollar

PRESSIONS L'Iran a annoncé hier que ses revenus extérieurs et ses avoirs à l'étranger seraient désormais libellés en euros plutôt qu'en dollars. Le but est contourner les pressions américaines visant à limiter ses échanges extérieurs. «Les sources de l'étranger et les revenus pétroliers seront calculés en euros, et nous les recevrons en euros pour mettre fin à la dépendance à l'égard du dollar», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Gholam Hossein Elham. «Nous procéderons aussi à ce

changement pour ce qui concerne les avoirs iraniens à l'étranger», a-t-il ajouté. Cette décision est motivée notamment par les «problèmes des organes iraniens pour l'ouverture de lettres de crédit». Mais, selon divers analystes, il est peu probable que le gouvernement effectue un changement complet car cela nécessiterait des opérations de change multiples à l'avenir, «un processus difficile et coûteux», notamment en ce qui concerne les contrats à long terme signés en dollars et les pétrodollars.

ATS / AFP

Plusieurs ONG s'en vont



DARFOUR Plusieurs organisations ont retiré une partie de leur personnel de la région d'El Geneina, capitale du Darfour occidental. Selon Terre des hommes, la situation y est devenue intenable, en raison de l'insécurité générale. Il a été conseillé aux ONG et aux agences de l'ONU de ne garder que le personnel essentiel sur place pendant la période des vacances de fin d'année. Au total, 124 employés d'ONG et des Nations Unies ont été évacués dimanche. «Ils quittent la région, alors que la violence culmine. Les incidents et les attaques se multiplient contre les **personnes déplacées** et le personnel humanitaire», indique Terre des hommes. Certains camps de déplacés ont leurs accès coupés, même à dix kilomètres seulement d'El Geneina. Le degré d'alerte maximal est dépassé dans cette région et les milices arabes effectuent des démonstrations de force sur place, selon l'ONG.

ATS

Les Palestiniens pris en otage entre laïcs du Fatah et islamistes du Hamas

PROCHE-ORIENT

Le conflit entre les frères ennemis palestiniens contribue à mener les Palestiniens vers la guerre civile.

La guerre civile est-elle encore évitable à Gaza? En convoquant des élections anticipées, le président Mahmoud Abbas a pris le risque d'un conflit avec le gouvernement du premier ministre Ismaïl Haniyeh. Objectif: conduire l'opinion à trancher entre le Fatah (laïc), du premier, qui prétend négocier la paix avec Israël, et le Hamas (islamiste), du second, qui jure sa destruction. Après un bain de sang dimanche, ils ont conclu un cessez-le-feu.

Pourquoi ces frères ennemis prennent-ils ensemble la voie du chaos? Des désaccords conjoncturels les séparent: politiques (reconnaissance d'Israël), financiers (depuis la victoire électorale des islamistes, l'aide internationale est suspendue) et sécuritaires: les policiers fidèles au Fatah sont concurrencés par une milice créée de toutes pièces par le Hamas.

Cultures différentes

Fatah et Hamas sont issus de cultures politiques divergentes, ce qui apparaît dans les textes fondateurs de l'OLP (d'où émane le Fatah) et du Hamas (issu des Frères musulmans): «La charte de l'OLP est considérée comme une œuvre des hommes (...) alors que celle du Hamas est un texte monolithique présenté comme l'expression de la volonté divine», explique le journal *Al-Istihad* (Emirats arabes unis), sans oublier de rappeler que l'OLP, née en 1964, est le produit d'une époque où tout semblait possible, alors que le Hamas a grandi avec une génération désenchantée ne croyant plus aux promesses d'unité du monde arabe ni à l'entente cordiale avec l'Ouest. Pour le quotidien émirati, le Fatah a appris la diplomatie et vu les pays arabes gagner leur indépendance; le Hamas a pris les armes en cherchant le soutien de la Syrie et de l'Iran en bisbille avec l'Occident. Pourtant, «même si des divergences historiques existent entre [eux], leur vision de l'avenir peut les rapprocher, tempère le journal *HaAretz*. L'un propose une paix fondée sur un État dans les territoires palestiniens occupés à partir de 1967, l'autre



GOUVERNEMENT Le premier ministre palestinien du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à droite, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.



FUNÉRAILLES Des tirs de kalachnikov ont retenti lors des obsèques d'Adnan Rohmi, un membre du Fatah tué à Gaza City hier, lors d'affrontements.

une trêve éternelle avec Israël sans négociation directe. De même, les deux mouvements s'accordent sur l'échec des accords de paix d'Oslo de 1993.»

Puzzle de clans

Le Fatah est un puzzle de clans, le Hamas paraît plus homogène. Réputé discipliné, il n'en est pas moins en proie à des tensions internes. La mort du cheikh Yassine en 2004 a ébranlé le parti islamiste à présent tiraillé entre la direction exilée à Damas et les opérateurs sur place confrontés à la banqueroute.

Un accord entre eux semble impossible tant que le Hamas refuse de reconnaître Israël: il gagnerait en crédibilité vis-à-vis des Occidentaux mais se heurterait aux chefs et à la base. Sera-t-il forcé par les pays arabes modérés (Egypte, Jordanie) à composer un gouvernement avec son opposant préféré? Peut-être faut-il s'attendre à l'émergence d'un «Kadima

palestinien», selon le mot de Shaul Mishal (2): un parti formé de transfuges des deux camps unis pour un accord de paix avec Israël.

61% des Palestiniens veulent les élections (1), que le Hamas qualifie de tentative de coup d'Etat.

Face à la crise qui règne à Gaza, Israël se garde bien d'intervenir: pour le ministre de la Défense Amir Péretz, l'Etat hébreu en ferait les frais: «Lorsque les Palestiniens se battent entre eux, leur porte de sortie est toujours d'unir leurs forces et de se battre ensemble contre leur ennemi commun, Israël.»

LÉA VENZOLASCA

(1) Source: Palestinian Center for Policy and Survey Research.

(2) Professeur de sciences politiques à l'Université de Tel-Aviv, spécialiste des mouvements islamistes. Source: L'Express du 23 mars 2006.

Blair et Olmert veulent au secours d'Abbas

Alors que la crise est à son comble entre Palestiniens à Gaza, où un haut responsable du Fatah, Sofiane Abou Zaïda, a été enlevé hier dans la journée puis libéré dans la soirée (sept autres membres du Fatah ont été enlevés en 24 heures depuis dimanche, et cinq du Hamas), et où un autre a été tué par des activistes présumés du Hamas, les premiers ministres britannique et israélien ont clairement apporté leur soutien, au président palestinien Mahmoud Abbas.

En visite dans la région, Tony Blair a ainsi annoncé, hier à Ramallah, son intention d'élaborer une «initiative» pour soutenir les Palestiniens et favoriser des progrès en vue d'une solution à deux Etats. Il est «crucial que cette initiative nous donne un cadre dans lequel nous pourrions progresser

vers une solution à deux Etats», Israël et la Palestine, a poursuivi M. Blair, avant de rencontrer à Jérusalem son homologue israélien Ehud Olmert.

Le président Abbas a pour sa



Tony Blair discutait hier avec Ehud Olmert à propos d'une éventuelle solution à deux Etats.

part appelé le premier ministre britannique à «œuvrer pour la fin du blocus économique» imposé aux Palestiniens et s'est dit prêt à des «négociations sérieuses» avec Israël pour mettre fin au conflit.

Plus tard dans la journée, Ehud Olmert a affirmé qu'il «fallait tout faire pour renforcer» le président palestinien Mahmoud Abbas. Il a en outre annoncé son projet de créer une commission mixte israélo-palestinienne sur la question des prisonniers. «Il ne fait pas de doute qu'il faut soutenir les modérés parmi les Palestiniens favorables à des négociations, aux principes du Quartette et à la feuille de route et qu'il faut tout faire pour renforcer Mahmoud Abbas», a affirmé M. Olmert, au cours d'une conférence de presse avec Tony Blair.

ATS / 24

PUBLICITÉ

Savez-vous planter vos sous ?

Comparez nos performances !

	2005	2006 au 30.11.06	2003-05 cumulé
BCV Stratégie Revenu	9.0%	2.5%	17.1%
BCV Stratégie Croissance (équilibré)	15.3%	4.8%	29.7%
BCV Stratégie Dynamique	21.8%	7.0%	42.5%

BCV FONDS STRATÉGIQUE

Vous aussi, accédez facilement à notre gamme de Fonds d'allocation d'actifs et participez aux marchés financiers à la mesure de vos objectifs en matière de sécurité et de rendements.

0848 808 885 (tarif national) www.bcv.ch

Ça crée des liens

Le prospectus et le règlement du fonds, les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès de la BCV ou de la direction des fonds, Géréfonds SA. Ce document est informatif, il n'est ni une offre ni une invitation ni une recommandation personnalisée pour l'achat ou la vente de produits spécifiques. Les risques liés à ces produits ne conviennent pas à tous les investisseurs. Les performances antérieures ne garantissent pas une évolution actuelle ou future. Les données de performance (présentées avec distribution réinvestie) ne tiennent pas compte des commissions et frais perçus lors de l'émission et du rachat des parts. Le prospectus et le règlement ne se réfèrent pas à un indice/benchmark. Une autorisation de distribution de ces produits n'a été requise qu'en Suisse; elle est soumise à des restrictions (par ex. UE, UK, US et US persons).

